



Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS

Marseille, 17 novembre 2014

N/réf : 48/JLC/PFP/mf

Objet : **Mise en place de la métropole**

Monsieur le Premier Ministre,

Nous souhaitons vous exprimer nos convictions et nos inquiétudes relatives à la création prochaine de la Métropole.

Le débat parlementaire à venir portant « Loi sur la Métropole » sera décisif pour nos entreprises, nos salariés, nos concitoyens et notre territoire tout entier.

Dès son origine, le monde économique a soutenu fortement le projet de création de la Métropole car tout comme vous, nous considérons que pour être compétitif, grandir et renouer avec la croissance et l'emploi, notre territoire doit changer de braquet.

Tout comme vous aussi, nous considérons que le fait métropolitain est une réalité que les salariés et les entreprises vivent au quotidien. Cette évidence s'impose à nous. Cessons de la subir ! A nous tous, désormais, d'en faire un accélérateur de transformation socio-économique.

Il est capital de dépasser les clivages partisans, les inerties et les blocages pour agir en faveur de l'intérêt général. Une volonté politique forte doit porter cette ambition.

Le combat n'est pas gagné. Car les élus opposants se mobilisent et utilisent habilement toutes les cordes de la démocratie.

Soyez persuadé, Monsieur le Premier ministre, qu'au quotidien nous nous battons sur le terrain pour faire œuvre de pédagogie et faire accepter l'évidence métropolitaine. Pour faire bouger les lignes et pour convaincre. Aussi, nous vous demandons de maintenir le cap sur le projet de Métropole et tenir les engagements gouvernementaux initiaux.

Marseille ne mérite pas moins que Paris et Lyon ! Nous n'accepterons pas d'une Métropole au rabais pour Aix Marseille Provence.

Celle-ci devra être créée à compter du 1^{er} janvier 2016 selon le calendrier initial.

Elle devra disposer des compétences stratégiques clairement identifiées pour supprimer les complexités et les enchevêtrements institutionnels improductifs ainsi que des ressources fiscales et financières afférentes.

Aix Marseille Provence devra bénéficier d'une fiscalité conséquente et intégrée pour investir dans l'intérêt métropolitain.

Bien évidemment, elle devra disposer des outils lui permettant d'assurer la coordination des politiques économiques, de développer une offre foncière de qualité au service des entreprises et de promouvoir une stratégie de marketing territoriale métropolitaine.

Elle devra être territoire d'excellence et d'innovation en matière de formation, de Recherche et Développement dans le cadre d'une collaboration étroite avec les entreprises, l'Université et les acteurs de la formation.

Aix Marseille Provence devra enfin disposer d'outils prescriptifs et cohérents en matière d'aménagement et d'environnement.

Mais Aix Marseille Provence devra avant tout et surtout bénéficier de moyens financiers exceptionnels, à la hauteur des défis à relever et des retards à combler. Permettez-nous de constater, Monsieur le Premier ministre, qu'à ce jour cet aspect n'a été abordé que très timidement.

Or, il ne pourra y avoir de construction métropolitaine ni d'adhésion à celle-ci sans grands investissements, sans grands chantiers, sans politique clairement affichée et volontariste de l'Etat comme cela semble être le cas pour le Grand Paris.

La situation financière dégradée de certaines collectivités et intercommunalités nous laisse craindre que durant les premières années de mise en œuvre de la Métropole, la principale priorité de l'exécutif soit la gestion et la neutralisation de la dette.

L'Etat qui a une responsabilité forte dans le retard de développement que notre Métropole a accumulé et qu'il est urgent de combler doit opérer ce rattrapage historique.

L'Etat ne devrait-il pas participer à l'effort de solidarité nationale à travers le lancement d'un grand emprunt ?

Notre territoire attend de l'Etat une implication financière significative, bien au-delà de l'engagement des 50 millions d'Euros de la Dotation Globale de Fonctionnement annoncée par votre prédécesseur.

Le monde économique n'acceptera pas, en tous cas, d'être la variable d'ajustement et d'équilibre des comptes publics via la fiscalité applicable aux entreprises sans réalisations effectives.

Il n'est pas interdit de penser (et pourquoi pas même d'espérer !) que face à la gravité de la situation, le monde entrepreneurial local puisse contribuer à l'effort collectif. Mais il ne s'engagera qu'à la seule condition de la mise en œuvre d'un plan d'investissement ambitieux, significatif, chiffré, priorisé et programmé dans les domaines stratégiques. En quelque sorte, un plan Marshall pour notre territoire, pour son économie !

Un plan Marshall pour résorber des infrastructures inadaptées et peu attractives de transports collectifs, développer l'intermodalité ainsi que les capacités d'axes routiers et autoroutiers désormais à saturation assurant les liaisons au sein de la Métropole.

Un plan Marshall pour assurer un investissement massif dans des infrastructures telles que la desserte directe vers l'aéroport à partir des principales villes ou des liaisons ferroviaires de type RER sur les principaux corridors de transport. Avec au premier chef la liaison Aix / Marseille.

Un plan Marshall pour doter le Grand Port Maritime de Marseille - Fos des infrastructures nécessaires pour attirer de nouveaux trafics de fret et de passagers, profiter de sa situation géostratégique en Méditerranée et renforcer sa position commerciale au niveau mondial en captant les marchés de demain.

Un plan Marshall pour améliorer et diversifier l'offre foncière proposée aux entreprises qui souhaitent se développer et s'implanter, et à nos salariés de trouver à se loger dans des conditions économiquement acceptables.

Un plan Marshall enfin pour structurer et promouvoir nos filières de pointe, notre industrie et nos services, et faire d'Aix Marseille Provence une vitrine de l'excellence française.

Dans cette ambition, le monde économique est déterminé à vous accompagner dans cette dernière ligne droite décisive car il est temps de passer de la parole aux actes.

C'est impératif pour nos entreprises. Impératif pour qu'elles puissent s'implanter et prospérer. C'est tout simplement impératif pour la croissance et pour l'emploi.

Ce territoire gagne quand il joue collectif. « French Tech », Aix Marseille Université, Marseille Provence Capitale Européenne de la Culture 2013, sont des exemples de réussite où la coopération entre les acteurs locaux a permis de dépasser les clivages dans un esprit de coopération territoriale.

Les forces vives de ce territoire, fidèles à leur histoire millénaire, gagneront quand elles sauront se pencher avec confiance vers les marchés qui se profilent, sur l'autre rive de la Méditerranée notamment. Alors Aix Marseille Provence gagnera, et la France avec.

Vous pouvez compter sur les entreprises de ce territoire.

Elles comptent aussi sur vous et sur la concrétisation rapide de vos engagements.

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Jean-Luc CHAUVIN

Signataires :

Pierre-Paul Alfonsi, Président UMIH 13

Johan Bencivenga, Président FBTP 13

Bernard Bodilis, Président FEP Sud Est

Philippe Brun, Président UIMM Provence Alpes 13-04

Gilles Carraz, Président UIC Méditerranée

Jean-Luc Chauvin, Président UPE 13 - Medef 13

Eric Damerio, Président FNAIM 13

Christian du Payrat, Président Comité régional PACA des Banques FBF

Jean-Luc Gosse, Président Fédération Terre de Commerces

Fabrice Greffet, Président Prism'emploi

Serge Hincker, Président FRIAA PACA

Philippe Morana, Président Chambre Professionnelle du Conseil

Jean-Louis Maurizi, Président FHP Sud Est

Stéphane Perez, Président Fédération des Promoteurs immobiliers

Jean-Pierre Preyre, Président UNIS Marseille Provence Corse

Frédéric Ronal, Président du Comité des Banques des Bouches du Rhône de la FBF

Jean-Philippe Salducci, Président UMF Marseille Fos

Thierry Schifano, Président Interpro Santé

Guillaume Vigouroux, Président UCC Méditerranée